

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 28 SEPTEMBRE 2021**

JP/PF

OBJET : 2.2.9. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FONCIER - RÉGULARISATION PÉRIMÈTRES PROTECTION IMMÉDIATS - CAPTAGES CHAMP DE LA GORCE, FORAGES LES FONTAINES ET PUIS DES FONTAINES – COMMUNES GROSPIERRES / ST ALBAN AURIOLLES - DEMANDE PROROGATION ARTICLE 3 DUP DU 27 DÉCEMBRE 2019

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-huit du mois de septembre à neuf heures trente, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME		
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	X	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME		Pouvoir à ARCHIMBAUD Patrick
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	X	
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Pouvoir à BOYER Joël
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		
CARON Christian	RUOMS	X	
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC		
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE		Pouvoir à GROS Cyril

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

OBJET : 2.2.9. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FONCIER - RÉGULATION - PROTECTION IMMÉDIATS - CAPTAGES CHAMP DE LA GORCE, FORAGES LES FONTAINES ET PUIXS DES FONTAINES – COMMUNES GROSPIERRES / ST ALBAN AURIOLLES - DEMANDE PROROGATION ARTICLE 3 DUP DU 27 DÉCEMBRE 2019

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Dans le cadre des régularisations des périmètres de protection immédiate des captages sur les communes de Saint Alban Auriolles et Grospierres, le Préfet de l'Ardèche a déclaré d'utilité publique les travaux et opérations liées par 3 arrêtés en date du 27 décembre 2019.

Ces mesures nécessitent l'acquisition de différentes parcelles de terrain appartenant à 11 propriétaires privés. L'acquisition de 12 terrains compris dans les périmètres n'a pas été finalisée par les services, la procédure de négociation amiable engagée en 2021 n'ayant pu être menée à son terme. Les documents d'arpentage et de division ne sont pas établis. L'article 3 des trois arrêtés de D.U.P. prévoyant un délai de 2 ans pour les acquisitions, le délai expirera le 27 décembre 2021. En conséquence, il est nécessaire d'envisager la prorogation du délai d'acquisition prévu à l'article 3 des arrêtés de D.U.P. susvisés pour un délai de 2 ans, conformément à l'article L 121-5 du code de l'expropriation.

En effet :

- un terrain est au nom d'un bureau de bienfaisance qui n'existe plus, et la commune de St-Alban-Auriolles doit procéder à son rapatriement dans le patrimoine immobilier communal ;
- une succession est en cours sur l'une des parcelles ;
- certains propriétaires ne souhaitent pas vendre à l'amiable.

A ce jour, et pour ces raisons, la collectivité n'a pas pu mener à terme la procédure d'acquisition de ces périmètres immédiats.

Dans ces conditions, le président propose au bureau syndical de demander à Monsieur le Préfet de déclarer cessibles les parcelles de terrain nécessaires à la réalisation de ce projet, et de demander auprès du Juge de l'expropriation l'obtention de l'ordonnance d'expropriation.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le bureau syndical décide de :

- **DEMANDER** à Monsieur le Préfet de proroger le délai d'acquisition des parcelles posé par l'article 3 des arrêtés de déclaration d'utilité publique en date du 27 décembre 2019 (arrêtés du Préfet de l'Ardèche numéros 07-2019-12-27-008 ; 07-2019-12-27-009 ; 07-2019-12-27-011) pour un délai de 2 ans ;
- **DEMANDER** à Monsieur le Préfet de prendre les arrêtés déclarant cessibles les parcelles de terrain nécessaires à la réalisation de ces mesures de protection, et d'obtenir auprès du Juge l'ordonnance d'expropriation ;
- **DÉCIDER** de poursuivre l'acquisition des parcelles concernées par l'emprise des projets, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation ;
- **AUTORISER** le président à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération et procédures administratives, à l'acquisition amiable des parcelles concernées et à la poursuite de la procédure d'expropriation : notification de tous les documents (arrêtés, offres, mémoires, saisine...) ;
- **AUTORISER** le président à représenter le syndicat dans la procédure d'expropriation, notamment dans la phase judiciaire : transport sur les lieux, audience et fixation des indemnités.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL